

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le développement des véhicules électriques, à Quimper le 20 septembre 2013.

J'attendais depuis longtemps ce moment. Bernard POIGNANT me parlait depuis tant d'années de ce que vous faisiez ici, dans ces usines, de la qualité de cette production, de l'innovation dont vous étiez capables et de vous, Vincent BOLLORÉ. Il me disait que François MITTERRAND y était passé c'était une incitation de plus à y venir et que le lieu même où vous résidez est un lieu historique puisque Léon BLUM y a été accueilli et que Georges POMPIDOU est venu y passer ses vacances. Je me sentais comment vous dire ? en manque. Comme si la consécration était de venir, ici, dans votre usine.

Mais ce n'est pas le seul motif. Il y a aussi celui de retrouver les élus de Bretagne : le président du Conseil régional, le président du Conseil général du Finistère, les parlementaires et, bien sûr, le maire qui nous accueille ici et Bernard POIGNANT. Bernard POIGNANT voulait que ma visite corresponde exactement à son anniversaire. Il a un côté fétichiste, il aime les dates, les dates historiques, c'est pour cela qu'il est féru d'enseignement et d'histoire.

Si nous avons décalé cette date, c'est parce que hier j'étais au Mali. Si j'avais eu toutes les informations de votre groupe, cher Vincent BOLLORÉ, je leur aurais proposé l'hôpital de fortune et l'école de circonstance, car ils ont aussi besoin de ces moyens-là.

C'est ce que vous préparez ici. Vous préparez l'énergie de demain pour les pays développés et aussi l'énergie d'aujourd'hui pour les pays les moins avancés. Ce que vous faites n'est pas simplement un enjeu régional la Bretagne, la Cornouaille c'est un enjeu qui dépasse même notre nation. C'est véritablement la mondialisation de l'énergie que vous êtes en train de préparer. Ce matin, j'aurais ce qu'on appelle la Conférence environnementale, c'est-à-dire le rassemblement des acteurs économiques et sociaux, des organisations qui travaillent sur l'écologie pour définir la feuille de route, c'est-à-dire l'avenir de la France sur le plan énergétique. Je fixais l'objectif de réduire notre dépendance à l'égard des hydrocarbures qui ont comme particularité de polluer mais aussi de renchérir nos importations et de déséquilibrer notre balance commerciale. Je fixais la perspective de la transition énergétique.

Cela veut dire quoi en français ou, en tout cas, en breton ? Cela veut dire être capable de consommer moins d'énergie et de faire appel à plus d'énergie renouvelable et de nous rendre moins dépendants et en même temps plus sobres. Comment pouvais-je illustrer le propos que je tenais sur la lutte contre le réchauffement climatique et sur la transition énergétique autrement qu'en venant ici ? Ici, dans cette usine, puisque vous avez anticipé ?

Je suis donc à Ergué-Gabéric, une commune qui est dans l'agglomération de Quimper et qui doit sa notoriété à ce que vous avez fait il y a longtemps, plusieurs générations depuis 1822, en tant que commune : faire vivre un territoire. Pour faire vivre un territoire, il faut penser mondial. C'est cela qui crée la présence du président de la République, ici, dans votre commune.

La France sait parfois pas toujours être en avance. Elle le doit à des entreprises qui ont fait le choix de l'audace : l'audace industrielle, l'audace de l'innovation, l'audace sociale et être capable de mobiliser les cadres, les salariés, de convaincre les partenaires sociaux, les syndicats d'un certain nombre de changements, de compromis pour préparer l'avenir.

Vous, vous avez eu une audace qui a été de croire avant les autres à l'avenir du véhicule électrique quand beaucoup considéraient ce choix, cet investissement comme une chimère. Je me souviens d'une conversation que nous avions eue il y a plusieurs années. Vous parliez déjà de

me souviens d'une conversation que nous avons eue, il y a plusieurs années. Vous parlez déjà de la voiture électrique. Mais tout le monde en parlait. Vous, vous aviez l'idée d'avoir une batterie différente des autres. Vous avez réussi.

Laudace s'est alliée ici à la fidélité. L'entreprise Bolloré a été fondée en 1822. C'est devenu un groupe mondial et diversifié. Si n'y avait pas eu cette diversification dans de nombreuses activités, il n'y aurait pas eu la capacité d'investissement, ici, sur ce site. Laudace, cela a été non seulement de créer des emplois en France nous en avons ici l'illustration : 11 000 salariés dans notre pays mais aussi d'être présents dans tous les pays du monde. 150 pays ! Vous les réunissez. Vous avez quasiment l'Assemblée générale des Nations Unies.

Vous avez donc compris qu'il fallait être présent partout pour être plus fort, ici, sur la base territoriale française. Vous avez également compris qu'il n'y a pas d'avenir sans investissement. Vous avez même eu cette phrase, à l'instant : on commence par créer une usine et, après, on verra exactement ce qu'on mettra dedans. Si tous les industriels avaient ce réflexe, nous serions en forte croissance en ce moment ! Mais, en même temps, je sais que lorsque vous bâtissez une usine, vous avez déjà un temps d'avance.

Ici, vous préparez, sans le savoir forcément, une nouvelle révolution industrielle. Cette révolution a un nom, c'est le stockage de l'énergie, c'est-à-dire transformer l'intermittence de la production en permanence de la consommation. C'est ce que j'ai compris de l'exposé de Vincent BOLLORE tout au long de cet après-midi ! La batterie, c'est l'instrument qui permet que les énergies renouvelables qui sont produites puissent être gardées, préservées, stockées pour être utilisées au moment où le consommateur en a besoin, où l'utilisateur en fait la demande.

La force, c'est d'avoir une batterie comme la vôtre, c'est-à-dire une batterie qui équipera non seulement les voitures mais aussi les transports en commun et qui peut être couplée à des panneaux solaires, à des éoliennes et qui sera capable d'alimenter en énergie les bâtiments que vous m'avez présentés. Autrefois, on appelait cela des groupes électrogènes. Finis les groupes électrogènes ! Pouvoir fonctionner sans réseau électrique, c'est une force considérable. Votre batterie est également capable d'assurer une autonomie de 250km, c'est-à-dire une distance qui, pour un véhicule, ouvre une nouvelle étape du développement de la voiture électrique.

L'avenir de la voiture électrique est ici. Vous avez remporté le premier appel d'offres au monde sur ce sujet. C'était à Paris et c'est Autolib. C'est vrai que Bertrand DELANOË a eu la même audace que vous. Il fallait y croire. Croire qu'il était possible de mettre des véhicules à la disposition des Parisiens ou des touristes. Peu y croyaient. Comment ces véhicules allaient-ils pouvoir être empruntés ? Est-ce qu'ils n'allaient pas être volés ? Comment allait-on pouvoir retrouver les utilisateurs ? Vous n'avez donc pas simplement mis en service un véhicule, vous avez organisé une activité.

Ce qui vous a permis d'avoir la confiance, non seulement de Paris, mais des 54 communes de la métropole. Vous avez convaincu Quimper mais pas encore complètement. J'ai l'impression que la Chambre de commerce l'a été plus que la Ville. Mais vous avez pu convaincre Bordeaux et Lyon qui ont adopté votre technologie.

Et puis, suprême fierté, vous êtes présents dans six pays européens et en Amérique. Je salue, ici, le maire d'Indianapolis. Pour nous, Indianapolis, c'est la voiture. Savoir donc qu'à Indianapolis, c'est la voiture électrique. Quand on les verra passer, à 250km/h, on se dira qu'il y aura eu encore un progrès technologique ! Vous êtes également présents en Asie.

Pour résumer, le développement des véhicules électriques est une priorité pour la France. Pour des raisons que j'évoquais, de consommation d'énergie, pour lutter contre le réchauffement climatique, mais aussi pour une raison industrielle, nous pouvons être leaders. Nous le sommes déjà d'une certaine façon, grâce à vous. Et pourquoi sommes-nous bien placés pour être leader ? Nous avons une électricité plutôt bon marché en France, même si les usagers n'en ont pas forcément conscience. Nous avons une électricité décarbonée que nous devons aux énergies hydrauliques et aussi au nucléaire. Nous disposons de fabricants automobiles à taille mondiale, qui peuvent avoir des difficultés, mais qui sont en train de les surmonter, Peugeot comme Renault. Et puis, nous avons des leaders industriels dans le domaine de la chimie et dans le matériel électrique.

Qu'est-ce que doit faire l'Etat ? Quelle est la responsabilité du gouvernement ? Quelle est la mienne ? Mettre tout pour que vous puissiez développer votre technologie dans les meilleures conditions. Cela veut dire quoi ? Envoyer d'abord un signal aux consommateurs grâce au bonus/malus. La voiture électrique doit bénéficier du plus haut bonus. Deuxièmement, que l'Etat et les collectivités locales dans la commande publique et les achats de véhicules puissent réserver 25% de ces commandes aux véhicules électriques. Et pour les véhicules à usage urbain, la totalité.

Mais nous avons aussi besoin d'une politique de bornes de recharge. Cela sera un plan industriel que l'Etat va lancer et que vous avez déjà anticipé. Si nous arrivons, grâce à l'initiative privée, grâce aux collectivités locales, à mettre des bornes partout, cela voudra dire que dans à peine un an et demi, dès 2015 chaque utilisateur, où qu'il soit aura la capacité de recharger sa voiture à son domicile, ou sur son lieu de travail, ou dans les villes où il peut se rendre. Cela change, à ce moment-là, tout l'usage de la voiture électrique.

Enfin, comment l'Etat peut faire pour vous aider ? Continuer avec le crédit impôt-recherche et avec tous les soutiens que l'on pourra vous apporter à travailler sur la puissance des batteries. C'est ce que vous faites ici. Plus vos batteries auront une capacité de stockage, plus vous serez forts dans la compétition, et plus la France sera avancée sur le plan de sa maîtrise de la consommation d'énergies. C'est le plan que nous avons fait adopter avec Arnaud MONTEBOURG pour que vous puissiez être directement soutenus.

Ce qui se joue donc ici, c'est l'avenir de l'industrie automobile. Belle industrie, qui hélas a perdu 30% de ses emplois en 10 ans et qui n'assure pas encore l'équilibre de la balance commerciale. Le véhicule électrique, le véhicule hybride, le véhicule qui ne consommera, à l'horizon 2018, que 2 litres aux cent, voilà donc ce que la France doit être capable de faire.

Nous pouvons être les premiers sur ces créneaux et dans ces domaines. C'est pourquoi je me félicite de l'accord que vous avez pu trouver vous, Vincent BOLLORE, avec Renault et je crois, bientôt, avec d'autres pour permettre cette coopération. La filière doit s'organiser de manière à ce que la production puisse être localisée autant qu'il est possible en France. Ce que vous avez, bien sûr, voulu.

Mais il y a une autre révolution qui se joue. Pas simplement le véhicule électrique en tant qu'objet, mais également le véhicule électrique en tant que service, en tant qu'usage. Jusqu'à aujourd'hui et cela ne changera pas profondément l'automobile, c'est un bien personnel. On veut avoir sa voiture. Pour certains, c'est même un critère de statut dans la société, une belle voiture ou une voiture rapide encore que cela ait des inconvénients.

La voiture restera ce produit qui est très attaché à la propriété. Mais il y a maintenant un autre enjeu, c'est l'usage de la voiture ce n'est plus la voiture que l'on possède, c'est la voiture que l'on utilise, quelque fois pour une journée, peut-être pour moins longtemps c'est de passer d'une logique de propriété à une logique de partage.

Vous ne saviez pas que vous étiez en train de faire le socialisme, Vincent BOLLORE ! Mais le socialisme a besoin du capitalisme pour y parvenir ! C'est-à-dire d'arriver à avoir des objets que nous pouvons utiliser, juste un moment, parce que nous en avons besoin. Ce qui n'empêchera pas de garder des biens personnels. Voilà pourquoi, vous êtes dans cette révolution : révolution des produits, révolution des technologies, révolution des usages.

Je termine. Je rends visite, ici en Bretagne, à une grande entreprise. Pas simplement une grande entreprise bretonne, même si les élus le rappellent : nous sommes en Bretagne et mais une grande entreprise française. Nous avons besoin de grandes entreprises françaises et de grandes entreprises familiales. Dans la mondialisation, nous avons besoin de stabilité, nous avons besoin d'indépendance.

Si le groupe BOLLORE groupe mondial n'avait pas eu une structure familiale : premièrement, il ne serait pas resté en Bretagne et deuxièmement, il n'aurait pas eu le développement qui est le sien dans l'automobile et troisièmement, il n'aurait pas créé tant d'emplois. La réussite de cette entreprise, au-delà du talent de ses dirigeants, c'est d'avoir compris que nous avons besoin de garder une structure de capitaux qui reste dans la famille.

Vous êtes très fiers, et je vous comprends, de dire que vous êtes la 7ème génération. La 8ème est parmi nous et bientôt la musique l'accompagnera ! C'est parce qu'il y a eu cette continuité et en même temps ces changements chaque génération a inventé et qu'il y a eu cette indépendance que vous, les salariés, vous avez été plus nombreux à être dans ce groupe.

Dans votre projet, Vincent BOLLLORE, il y a de la persévérance. Il en faut toujours, où que l'on soit, dans une entreprise, à la tête d'une collectivité locale ou au sommet de l'Etat. Il faut savoir où l'on va, il faut tenir quelles que soient les circonstances, surtout si l'on vous dit que vous n'y arriverez pas. Ce que l'on vous prétendait sur les batteries : « vous ne pouvez pas, vous êtes trop petits, vous n'avez pas tous les outils de la recherche, quel est-ce que vous pouvez faire contre les plus grands ? » Et c'est vous qui gagnez !

Il faut de la persévérance, pour investir ici, pour investir demain. Dans votre projet, il y a aussi de l'excellence : excellence environnementale, excellence industrielle, j'allais dire excellence salariale. Dans votre projet, il y a enfin de l'espoir parce que vous créez, ici, la France de demain. Elle se dessine aujourd'hui, en Cornouaille, en Bretagne, chez vous et donc chez nous. Merci.